TARBES POUR TOUS – PROPOSITIONS SUR LES FINANCES MUNICIPALES

Les constats

Les budgets de la Ville de Tarbes connaissent depuis une douzaine d'années une grande stabilité.

Les principaux postes budgétaires varient peu, et cette stabilité est une force. Certes les exercices budgétaires sont très répétitifs d'une année à l'autre, mais il vaut mieux cette cohérence et cette visibilité que des grands coups de gouvernail.

Globalement les dépenses réelles d'investissement évoluent entre 10 et 16 millions d'euros par an, suivant le contexte et les subventions obtenues de l'Etat et des autres collectivités.

Les hausses de fiscalité demeurent assez mesurées, entre 0% et quelques pointes vers 6% (en intégrant hausse des taux et variations des bases d'imposition). Le prix de l'eau a lui malheureusement connu quelques années de surchauffe.

La dette diminue régulièrement depuis 1995, d'abord sous l'impulsion de Pierre Forgues, maire adjoint chargé des finances de 1996 à 2001, puis de Gérard Trémège depuis 2001. Il faut dire que la barque avait été bien chargée sous les municipalités communistes, au point de frôler la mise sous tutelle en 1995.

Les dépenses de fonctionnement sont plutôt bien contrôlées (61 millions d'euros) avec une maîtrise de la masse salariale autour de 32 millions d'euros, ce qui représente 52% des dépenses de fonctionnement. On comprend ainsi facilement que tout flottement dans la gestion du personnel a de lourdes répercussions sur le budget municipal.

Si on compare Tarbes avec la moyenne nationale des villes de sa catégorie, on peut retenir les grands enseignements suivants :

- Les impôts sont plus élevés à Tarbes (554 euros par habitant contre 506 pour les autres villes)
- Les dépenses d'équipement et les dépenses de fonctionnement sont plus fortes à Tarbes que la moyenne nationale de 10% environ. On peut s'en réjouir (notre ville se modernise et offre des services à la population) ou s'en inquiéter (on dépense plus qu'ailleurs !).
- Le montant de dette par habitant est beaucoup plus élevé à Tarbes (1480 euros par Tarbais contre 1047 euros pour la moyenne nationale).

Ainsi on voit que malgré des budgets sérieux et responsables depuis l'arrivée d'une nouvelle équipe municipale en 2001, il reste encore du chemin à parcourir pour être dans la moyenne nationale.

Les propositions de Tarbes Pour Tous

1/ La fiscalité

Il faut prendre l'engagement solennel devant les Tarbais de ne pas augmenter les taux d'imposition (taxe d'habitation, taxe foncière) durant les six ans du prochain mandat. Cela implique un important effort de maîtrise des budgets de fonctionnement et certainement un niveau d'investissement plus dans la tranche basse des 11-12 millions d'euros par an que dans la tranche haute à 15-16 millions. Ceci en sachant que l'Etat continue de se désengager et qu'il transfère de nouvelles charges aux mairies. On le voit de manière spectaculaire avec la réforme des rythmes scolaires qui demandera un effort supplémentaire à notre commune. Donc sérieux et rigueur à tous les étages !

Cet effort de modération fiscale est vital pour notre Ville qui est en compétition en termes d'attractivité avec les communes périphériques. Tarbes doit parvenir à fixer des habitants supplémentaires sur son territoire. Il est aussi vital pour de nombreux Tarbais qui vivent avec des petites retraites ou des petits salaires et il est du devoir des élus de préserver le pouvoir d'achat des Tarbais. Lors des dix dernières années, la fiscalité municipale n'a pas augmenté en 2004, 2005 et 2013. Une attitude à généraliser.

Il faut faire de la fiscalité zéro un objectif de gestion et non une variable d'ajustement. On ne dépense que les recettes et les subventions engrangées. Les dépenses s'adaptent aux recettes et non l'inverse.

2/ L'investissement

Depuis douze ans Tarbes a connu un montant d'investissement conséquent. Tarbes s'embellit régulièrement. Des bâtiments publics sont rénovés. De nouveaux équipements voient le jour. Tout ceci contribue à améliorer le cadre de vie et la qualité des infrastructures. Mais ceci contribue aussi à terme à augmenter les frais d'entretien (chauffage, travaux, gardiennage…) et les dépenses de fonctionnement.

Notre ville doit continuer à investir pour se moderniser et pour rester attractive mais il faudra certainement réduire le rythme et être très sélectif dans les choix d'investissement. La priorité devra être donnée à tout ce qui peut développer l'emploi et la dynamisation de Tarbes. Il faudra aussi penser davantage Grand Tarbes comme cela se fait actuellement avec la rénovation du bâtiment 313. L'autonomie d'utilisation pour notre ville n'est certes pas la même mais la mutualisation devient financièrement incontournable.

3/ Les frais de fonctionnement

Pour 2013, les dépenses de fonctionnement sont de 61 millions d'euros, presque 74 millions si l'on ajoute les budgets annexes. Avec une masse salariale de 32 millions d'euros, la gestion du personnel est un poste primordial pour les finances de la ville. Depuis une dizaine d'années des employés municipaux sont partis au Grand Tarbes dans le cadre des transferts de certains équipements (médiathèque, bibliothèque, piscines Paul Boyrie et Tournesol, conservatoire). Nous ne sommes pas hostiles au fait que de nouveaux services soient mutualisés au niveau du Grand Tarbes (crèches, Office de Tourisme par exemple). La dimension communautaire est souvent pertinente et les élus des différentes communes du Grand Tarbes doivent faire passer les jeux de pouvoir au second plan.

Le nombre des départs à la retraite au sein du personnel municipal s'est accéléré ces dernières années, à cause de la pyramide des âges. Profitons-en pour rajeunir et réorganiser plusieurs services. Il faut effectuer quelques regroupements et améliorer la transversalité sur certaines fonctions. Disons le clairement, il n'est pas question d'augmenter les effectifs des employés municipaux. Pour autant il faut apporter beaucoup d'attention à la qualité du service public pour les usagers et à la qualité des conditions de travail pour les employés municipaux qui sont des acteurs incontournables de la vie de notre Cité.

Un des points forts de Tarbes est la densité et la qualité de sa vie associative. C'est un facteur essentiel d'animation, de plaisir partagé et de lien social. Il faut s'engager à ne pas réduire le haut niveau d'aide aux associations qui existent actuellement à travers les subventions et les mises à disposition de locaux.

4/ L'endettement

Il faut continuer à diminuer la dette de Tarbes durant le prochain mandat. L'encours de la dette est de 68,4 millions à ce jour. Et oui encore 68.400.000 d'euros à rembourser malgré un effort constant de désendettement depuis 1996 !

Il n'est certes pas ''glamour'' et porteur électoralement de dire que le désendettement doit être une des priorités mais pourtant c'est la vérité. Ce qui est vrai au niveau national, l'est aussi au niveau local. La dette nous coûte cher : 2.682.846 euros pour Tarbes cette année uniquement en intérêt !

Il est donc très important de faire l'effort de se désendetter pour l'avenir car cela diminue nos charges en frais financiers et allège progressivement nos échéances de remboursement en capital. C'est un investissement pour le long terme et l'assurance que notre ville sera plus à l'aise dans quelques années. Donnons nous l'objectif raisonnable et atteignable de passer en dessous de 60 millions d'euros en 2020. C'est un objectif de responsabilité pour une équipe municipale et de respect des Tarbais.

De gauche à droite : Denis,Tajan, Laurence Ancien, Pierre Lagonelle, Josette Combert, Ludovic Gaté, Bernard Kamsug

www.tarbes-infos.com
© Photo Alain Bouchard

www.tarbes-infos.com
© Photo Alain Bouchard

www.tarbespourtous.fr
www.tarbes-infos.com
© Photo Alain Bouchard